

Obliger les étrangers à parler allemand chez eux? Quand la CSU perd les pédales...



<http://international.blogs.ouest-france.fr/> 08 décembre 2014

A la veille de son congrès, l'Union chrétienne-sociale (CSU), le parti bavarois qui fait partie de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, avait rédigé une motion pour le moins surprenante. Elle évoquait la nécessité, face à l'importance des flux migratoires, de favoriser l'usage de la langue allemande. Le texte disait, plus précisément, que les étrangers qui « veulent s'installer définitivement en Allemagne » soient « encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille ». Sous la pression des réactions et des railleries venues du monde entier, la CSU bavaroise a été contrainte de modifier le texte ce lundi. Les réactions des différentes formations politiques allemandes, et de la Chancelière elle-même, étaient très intéressantes (voir ci-dessous). Mais le fait en soi dénote un aspect très intéressant du débat sur l'immigration. Car laissant de côté les questions d'ordre purement sécuritaires, économiques ou sociales, la CSU a voulu s'aventurer sur le terrain culturel, au point de défier le bon sens. Le multiculturalisme fait peur, par nature, à tous les souverainistes. Il suffit pourtant de franchir la porte de n'importe quel foyer de travailleurs immigrés pour entendre parler une autre langue... Et pour le dire avec la Chancelière, ce n'est tout de même pas une erreur d'être bilingue... c'est plutôt un "avantage".

Crédit photo- Titre du très populaire journal Bild aujourd'hui sur l'affaire: "le monde entier se moque de la CSU"...

D'après une dépêche de l'AFP

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique allemand, la CSU a dû essayer les quolibets. "Personne n'a besoin d'une police de la parole", a souligné le président du parti de gauche radicale Die Linke, Bernd Riexinger.

"La CSU est arrivée en Absurdistan. Ce serait hilarant si ce n'était pas à ce point dangereux", a réagi Yasmin Fahimi, secrétaire générale du parti social-démocrate (SPD), autre allié de Mme Merkel au sein du gouvernement.

Dans les rangs conservateurs, la proposition mettait mal à l'aise. Le secrétaire général du CDU d'Angela Merkel, Peter Tauber, a écrit via son compte Twitter que "ce n'est pas à la politique de dire si je dois parler latin, klingon ou hessois (dialecte germanique parlé dans le Land de Hesse, la région de Francfort) à la maison".

A la veille du congrès de son parti à Cologne (ouest), la chancelière elle-même a pris la parole. Et si elle a rappelé qu'"une bonne connaissance de l'allemand fait partie d'une bonne intégration", elle a aussi fait remarquer que "ce n'est toutefois pas une erreur quand les enfants grandissent en étant bilingues". "Dans l'ensemble, je considère ça comme un avantage", a-t-elle insisté.

L'obligation de parler allemand "à la maison" ne fait "pas partie" du programme de coalition, signé par la CDU d'Angela Merkel, les sociaux-démocrates du SPD et la CSU, a souligné son porte-parole, Steffen Seibert, interrogé dans la matinée lors d'une conférence de presse régulière.

Embarassée, la CSU a décidé de faire machine arrière lundi dans l'après-midi, assouplissant le texte de sa proposition.

Au lieu du cercle familial, le parti propose désormais que les étrangers utilisent la langue de Goethe "dans la vie de tous les jours" et il ne souhaite plus les "encourager" mais les "inviter" à le faire.

Il n'est pas sûr cependant que cela suffise à calmer les critiques de certaines associations, comme celle de la **Communauté turque d'Allemagne (TGD)**, l'une des instances représentatives de cette communauté forte de plus de trois millions de personnes, Turcs ou Allemands d'origine turque: elle a qualifié lundi dans un communiqué d'"absurde" et "anticonstitutionnelle" la proposition.

L'édition en ligne de l'hebdomadaire Der Spiegel prédisait d'autres "débats étranges" liés à la question de l'intégration des immigrés. "Ce sont les symptômes d'un problème de fond", écrivait le magazine.

Parler allemand à la maison : les conservateurs bavarois font scandale

Edité par **Alexandra BRESSON** avec **AFP**

<http://lci.tf1.fr/> le 08 décembre 2014 à 17h09 , mis à jour le 08 décembre 2014 à 18h03.

Le parti conservateur bavarois CSU, allié de la chancelière allemande Angela Merkel, souhaite voir les immigrés parler allemand au sein même de leur famille, ce qui lui valait dimanche une pluie de critiques et des railleries sur les réseaux sociaux. Un tollé qui a amené le parti à faire marche arrière et à reformuler sa proposition.

C'est une réforme qui fait beaucoup parler en Bavière, et en dehors de ses frontières. Ce land d'Allemagne réputé très conservateur car dirigé par le parti de droite l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU) est à l'origine d'une proposition qui suscite

l'indignation. Selon un article du journal Die Zeit, relayé par *Slate.fr* et l'AFP, le parti souhaite voir les immigrés parler allemand chez eux. Cette proposition est même officielle avec la parution d'une motion du parti le 6 décembre qui plaide pour que les étrangers souhaitant s'installer définitivement en Allemagne soient "encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille".

Cette proposition arrive alors que l'Allemagne est considérée depuis 2012 comme la principale destination d'immigration en Europe, et la deuxième derrière les Etats-Unis selon un récent rapport de l'OCDE. Paradoxalement c'est la prospère Bavière, seul Etat fédéré où existe la CSU, qui a le plus besoin de ces immigrés, sur fond de pénurie criante de main d'oeuvre. Le texte a valu au parti une pluie de critiques. Ainsi, la **Communauté turque d'Allemagne (TGD)**, l'une des instances représentatives de cette communauté forte de plus de trois millions de personnes, a dénoncé un texte "absurde et anticonstitutionnel". Sur les réseaux sociaux, il a été largement critiqué et moqué, de nombreuses personnes raillant le dialecte bavarois, dont l'accent et les expressions sont difficilement compréhensibles hors de la région.

"Ce n'est pas à la politique de dire si je dois parler latin ou klingon"

D'autres se sont plutôt dits amusés : comment cette disposition peut être contrôlée, "à moins de faire renaître la Stasi en Bavière", questionne le correspondant du *Monde*. Le projet a également fait réagir la chancelière Angela Merkel, l'Union chrétienne-sociale étant un des trois partis de la coalition qui dirige l'Allemagne. "Une bonne connaissance de l'allemand fait partie d'une bonne intégration", a-t-elle souligné. Mais, a-t-elle fait remarquer, "ce n'est toutefois pas une erreur quand les enfants grandissent en étant bilingues. Dans l'ensemble, je considère ça comme un avantage". "Je trouve que ce n'est pas à la politique de dire si je dois parler chez moi latin, klingon ou hessois", a même réagi sur Twitter Peter Tauber, le secrétaire général du premier parti d'Allemagne.

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique allemand, la CSU a dû essayer les quolibets. "Personne n'a besoin d'une police de la parole", a souligné le président du parti de gauche radicale Die Linke, Bernd Riexinger. "La CSU est arrivée en Absurdistan. Ce serait hilarant si ce n'était pas à ce point dangereux", a réagi Yasmin Fahimi, secrétaire générale du parti social-démocrate (SPD), autre allié de Mme Merkel au sein du gouvernement. "Le monde entier se moque de la CSU", a titré, article du *New York Times* à l'appui, le puissant journal populaire *Bild*, se faisant l'écho du véritable concert de moqueries provoqué par l'initiative bavaroise.

Face à ce tollé quasiment unanime, le parti n'a eu d'autres choix que de faire officiellement marche arrière lundi 8 décembre. Le texte est assoupli : au lieu du cercle familial, le parti propose désormais que les étrangers utilisent la langue de Goethe "dans la vie de tous les jours" et il ne souhaite plus les "encourager" mais les "inviter" à le faire. Ce texte désormais reformulé doit être évoqué lors d'une réunion du parti qui doit avoir lieu à la fin de la semaine à Nuremberg. Avant cette décision le secrétaire général du parti, Andreas Scheuer, avait tenté de nuancer l'esprit du texte : selon lui, la proposition n'était qu'un "appel", et non "une obligation ou une consigne" à parler allemand à la maison.

Un parti bavarois veut que les étrangers parlent allemand chez eux

L'une des instances représentatives de la communauté turque dénonce une idée "absurde et anticonstitutionnelle".



Fête de la bière à Munich, Reuters / Pawel Kopozyński

Une association turque a qualifié lundi d'"absurde" et "anticonstitutionnelle" la proposition controversée du parti conservateur bavarois CSU, allié de la chancelière Angela Merkel, qui souhaiterait que les immigrants parlent allemand au sein même de leur famille.

L'Union chrétienne-sociale (CSU), l'un des trois partis de la coalition qui dirige l'Allemagne, a rédigé une motion, dévoilée ce week-end, dans laquelle il plaide pour que les étrangers qui veulent s'installer définitivement en Allemagne soient "encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille".

Susciter "la haine envers les immigrants"

La CSU veut introduire "une obligation de parler allemand dans la cour d'école, dans la rue et dans son salon", s'indigne dans un communiqué la **Communauté turque d'Allemagne (TGD)**, l'une des instances représentatives cette communauté forte de plus de trois millions de personnes, Turcs ou Allemands d'origine turque.

Cette proposition est "hostile, anticonstitutionnelle et absurde", poursuit **TGD**. Ce genre d'initiative ne peut que susciter "la haine envers les immigrants" et "abîmer la démocratie dans notre pays", écrit encore l'association, qui demande à Angela Merkel de mettre fin à cette "absurdité".

Naturellement, "une bonne maîtrise de la langue est une clé pour l'intégration en Allemagne", notamment dans le domaine scolaire et professionnel, a observé le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, lors d'un point presse régulier, refusant toutefois de commenter une "initiative individuelle".

Une idée qui n'est pas dans le programme de la coalition

L'obligation de parler allemand "à la maison" ne fait "pas partie" du programme de coalition, signé par la CDU d'Angela Merkel, les sociaux-démocrates du SPD et la CSU, a-t-il ajouté. Ce texte, qui intervient en plein débat national sur l'intégration des immigrés, doit faire l'objet d'une discussion lundi entre les responsables de la CSU, en amont d'une réunion du parti qui doit avoir lieu à la fin de la semaine à Nuremberg.

Lundi, avant la réunion, le secrétaire général du parti chrétien-démocrate bavarois, Andreas Scheuer, avait tenté de nuancer l'esprit du texte: selon lui, la proposition n'était qu'un "appel", et non "une obligation ou une consigne" à parler allemand à la maison.

La proposition fait en tous les cas le bonheur des internautes outre-Rhin. Sur Twitter, ils se moquent de cette idée sous le hashtag #yallaCSU. Certains se demandent si les dirigeants de la CSU ne feraient pas mieux d'apprendre eux-mêmes l'allemand d'abord [les Bavarois ont un accent et des expressions régionales très particulières].

Les élus de la CSU passent pour des idiomes

[HTTP://WWW.LIBERATION.FR/](http://www.liberation.fr/) SERVICE ETRANGER 8 DÉCEMBRE 2014 À 19:46

TOLLÉ

Le parti bavarois a choqué en proposant que les étrangers parlent allemand même à la maison.

Mal en a pris aux alliés bavarois d'Angela Merkel d'avoir voulu se mêler de la langue dans laquelle s'expriment en privé les foyers allemands. Ce week-end, l'Union chrétienne sociale (CSU), un des trois partis de la coalition qui dirige l'Allemagne, a rédigé une motion pour que les étrangers qui veulent s'installer définitivement en Allemagne soient «encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille».

En plein débat national sur l'intégration des immigrés, le tollé était assuré. **La Communauté turque d'Allemagne (TGD)** s'est élevée contre cette proposition «absurde» et «anticonstitutionnelle». «*Il ne manque plus que la CSU veuille obliger les citoyennes et les citoyens à avoir un tapis blanc et bleu dans leur salon*», a raillé Eike Hallitzky, chef des verts bavarois, en référence aux couleurs du Land. «*Pourquoi un couple marié d'ingénieurs américains vivant en Bavière ne devrait plus parler anglais à la maison ?*» extrapole Arif Tasdelen, porte-parole des sociaux-démocrates en Bavière. «*Ce n'est pas l'affaire de la politique si je parle latin, klingon ou hessois à la maison*», a aussi tranché Peter Tauber, secrétaire général de la CDU. Les réseaux sociaux ont sauté sur cette si belle occasion de moquer le dialecte bavarois, difficilement compréhensible hors de la région.

Embarrassée, Angela Merkel a tenté de rattraper le coup : si «*une bonne connaissance de l'allemand fait partie d'une bonne intégration, [...] ce n'est toutefois pas une erreur quand les enfants grandissent en étant bilingues. [...] Dans l'ensemble, je considère ça comme un avantage.*» L'obligation de parler allemand à la maison ne fait pas partie du programme de coalition, a dû clarifier son porte-parole.

Résultat, lundi, la CSU a rétro-pédalé. Au lieu du cercle familial, le parti propose désormais que les étrangers parlent allemand «*dans la vie de tous les jours*». Et il ne s'agit plus de les «encourager» mais, attention nuance, de les «inviter» à le faire. La proposition ainsi amendée doit être évoquée lors d'une réunion du parti en fin de semaine.

INTÉGRATION EN ALLEMAGNE

Polémique autour de la maîtrise de l'allemand

<http://www.lesessentiel.lu/fr/> 08 décembre 2014 15:12; Act: 08.12.2014 16:03

L'Union chrétienne-sociale (CSU), l'un des trois partis de la coalition qui dirige l'Allemagne, a rédigé une motion, dévoilée ce week-end, dans laquelle il plaide pour que les étrangers qui veulent s'installer définitivement en Allemagne soient «encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille».



La Communauté turque d'Allemagne (TGD) a vivement critiqué l'appel de la CSU aux étrangers afin de parler l'allemand à la maison. (photo: DPA)

La CSU veut introduire «une obligation de parler allemand dans la cour d'école, dans la rue et dans son salon», s'indigne dans un communiqué **la Communauté turque d'Allemagne (TGD)**, l'une des instances représentatives de cette communauté forte de plus de trois millions de personnes, Turcs ou Allemands d'origine turque. Cette proposition est «hostile, anticonstitutionnelle et absurde», poursuit TGD. Ce genre d'initiative ne peut que susciter «la haine envers les immigrés» et «abîmer la démocratie dans notre pays», écrit encore l'association, qui demande à Mme Merkel de mettre fin à cette «absurdité».

Naturellement, «une bonne maîtrise de la langue est une clé pour l'intégration en Allemagne», notamment dans le domaine scolaire et professionnel, a observé le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, lors d'un point presse régulier, refusant toutefois de commenter une «initiative individuelle». L'obligation de parler allemand «à la maison» ne fait «pas partie» du programme de coalition, signé par la CDU d'Angela Merkel, les sociaux-démocrates du SPD et la CSU, a-t-il ajouté.

Ce texte, qui intervient en plein débat national sur l'intégration des immigrés, doit faire l'objet d'une discussion lundi entre les responsables de la CSU, en amont d'une réunion du parti qui doit avoir lieu à la fin de la semaine à Nuremberg (sud). Lundi, avant la réunion, le secrétaire général du parti chrétien-démocrate bavarois, Andreas Scheuer, avait tenté de nuancer l'esprit du texte: selon lui, la proposition n'était qu'un «appel», et non «une obligation ou une consigne» à parler allemand à la maison. (*L'essentiel* / AFP)

Etrangers invités à parler allemand en famille: la CSU fait marche arrière

<http://www.rtl.be/> Publié le 08 décembre 2014 à 16h38

Les alliés bavarois d'Angela Merkel, qui ont provoqué un tollé en souhaitant que les immigrés parlent allemand en famille, ont fait machine arrière lundi, prônant désormais une utilisation "dans la vie de tous les jours"

L'Union chrétienne-sociale (CSU), un des trois partis de la coalition qui dirige l'Allemagne, a rédigé une motion, dévoilée ce week-end, dans laquelle il plaidait pour que les étrangers qui veulent s'installer définitivement en Allemagne soient "encouragés à parler allemand en public et en privé au sein de leur famille". Face au tollé suscité, le parti a reculé lundi, assouplissant le texte de sa proposition. Au lieu du cercle familial, le parti propose désormais que les étrangers utilisent la langue de Goethe "dans la vie de tous les jours" et il ne souhaite plus les "encourager" mais les "inviter" à le faire. Le parti avait enregistré de nombreuses critiques comme celle de la **Communauté turque d'Allemagne (TGD)**, l'une des instances représentatives cette communauté forte de plus de trois millions de personnes, Turcs ou Allemands d'origine turque, qui avait qualifié lundi d'"absurde" et "anticonstitutionnelle" la proposition. "Une bonne connaissance de l'Allemand fait partie d'une bonne intégration", a de son côté souligné la chancelière Angela Merkel, peu avant le congrès de son parti à Cologne. Mais, a-t-elle fait remarquer, "ce n'est toutefois pas une erreur quand les enfants grandissent en étant bilingues". "Dans l'ensemble, je considère ça comme un avantage", a-t-elle insisté. Ce texte désormais reformulé, qui intervient en plein débat national sur l'intégration des immigrés, doit être évoqué lors d'une réunion du parti qui doit avoir lieu à la fin de la semaine à Nuremberg. La proposition de la CSU a été largement critiquée et moquée, notamment sur les réseaux sociaux où de nombreuses personnes ont raillé le dialecte bavarois, dont l'accent et les expressions sont difficilement compréhensibles hors de la région. (Belga)

Vācijas CSU vēlas imigrantiem noteikt stingrākas vācu valodas lietošanas prasības

LETA

<http://apollo.tvnet.lv/> Pirmdienā, 2014. gada 8. decembris 23:26

Vācijas Kristīgi sociālās savienības (CSU) konferencē pirmdien prezentēts priekšlikums, kas paredz imigrantiem izvirzīt prasību gan sabiedrībā, gan mājās runāt vāciski. Tiesa gan, daži partijas vadības pārstāvji no šī ierosinājuma jau norobežojušies.

CSU ir kancleres Angelas Merkeles Kristīgi demokrātiskās savienības (CDU) Bavārijas partnerorganizācija.

«Ja cilvēki vēlas [Vācijā] palikt pastāvīgi, viņiem ir jāizvirza prasība runāt vāciski sabiedrībā un ģimenē,» teikts CSU dokumentā.

Tomēr CSU līdere parlamentā Gerda Haselfelte jau norādījusi, ka ierosinājums tiks pārstrādāts.

«Mums atkal nedaudz ir jāpadomā par formulējumu,» viņa sacīja, vienlaikus uzsverot, ka ierosinājuma pamatideja ir pareiza.

«Par to nevar būt diskusiju, ka valoda integrācijā ir pats būtiskākais.»

CSU ģenerālsekretārs Andreass Šeiers uzsvēra, ka priekšlikumam partijā ir plašs atbalsts.

«Ierosinājuma projekts (..) ir labi sagatavots, un tam ir plašs atbalsts,» sacīja Šeiers.

Savukārt CSU viceprezidents Pēters Gauveilers noraidīja dokumentā ietvertās idejas, pirmdien sakot, ka «katram ir jābūt tiesībām mājās runāt tā, kā viņam patīk».

Pret priekšlikumu vērsusies arī **Vācijas Turku kopiena (TGD)**, CSU ierosinājumu dēvējot par «absurdu» un aicinot Merkeli «darīt galu šīm blēņām».

Citu politisko partiju līderi, arī Merkeles CDU vadītāji, negatīvi reaģējuši uz CSU priekšlikumu.

«Privātajam ir jāpaliek privātam,» sacīja CDU līderis Tomass Štrobls.

Sociāldemokrātu - valdošās koalīcijas mazākās partijas - ģenerālsekretāre Jasmina Fahimi norādīja, ka CSU priekšlikums būtu «smieklīgs, ja tas nebūtu tik bīstams».

Arī Merkele jau distancējusies no CSU priekšlikumiem.

Valodai ir svarīga loma imigrantu integrācijas procesā, sacīja kanclere, uzsverot, ka imigrantus, kas vēlas dzīvot Vācijā, ir jāmotivē ikdienā lietot vācu valodu.

«Tomēr tā nav kļūda, ka bērni, piemēram, aug divās valodās,» pirms CDU konferences Ņelnē pirmdien sacīja kanclere.

ΑΝΑΔΙΠΛΩΣΗ ΤΩΝ ΧΡΙΣΤΙΑΝΟΚΟΙΝΩΝΙΣΤΩΝ

Σάλος από την πρόταση του CSU οι Τούρκοι μετανάστες να μιλούν γερμανικά στο σπίτι! «Παράλογη» και «αντισυνταγματική» χαρακτηρίστηκε από τουρκική οργάνωση η αμφιλεγόμενη πρόταση του συντηρητικού κόμματος της Βαυαρίας, της Ένωσης Χριστιανοκοινωνιστών (CSU) – αδελφού κόμματος των Ένωσης Χριστιανοδημοκρατών (CDU) της καγκελαρίου Άγκελα Μέρκελ – οι μετανάστες να μιλάνε γερμανικά και στους κόλπους της οικογένειάς τους.

Το CSU, ένα από τα τρία κόμματα που μετέχει στο συνασπισμό που κυβερνά τη Γερμανία, συνέταξε μία πρόταση, με την οποία καλεί τους μετανάστες που θέλουν να εγκατασταθούν μόνιμα στη Γερμανία να «ενθαρρύνονται να μιλάνε τη γερμανική γλώσσα δημοσίως και στην ιδιωτική τους ζωή, στους κόλπους της ίδιας τους της οικογένειας».

Η Ένωση των Χριστιανοκοινωνιστών θέλει να εισαγάγει «μια υποχρέωση να μιλάνε γερμανικά στη σχολική τάξη, στο δρόμο και στο σαλόνι τους» επισημαίνει σε ένα δελτίο τύπου που εξέδωσε η **Τουρκική Κοινότητα της Γερμανίας (TGD)**, ένας από τους αντιπροσωπευτικούς θεσμούς της κοινότητας αυτής όπου ανήκουν περισσότεροι από 3 εκατομμύρια άνθρωποι, Τούρκοι ή Γερμανοί τουρκικής καταγωγής.

Η πρόταση αυτή είναι «εχθρική, αντισυνταγματική και παράλογη» συνεχίζει η **TGD**. Αυτού του είδους η πρωτοβουλία δε μπορεί παρά να πυροδοτήσει «το μίσος προς τους μετανάστες» και «να βλάψει τη δημοκρατία στην χώρα μας» τόνισε επιπλέον η ένωση αυτή, που ζητά από τη Γερμανίδα καγκελάρια Άγκελα Μέρκελ να βάλει ένα τέλος σε αυτόν τον «παραλογισμό».

Μπροστά στην κατακραυγή που προκάλεσαν με την πρόταση τους, οι Χριστιανοκοινωνιστές υποχώρησαν και άλλαξαν το κείμενο της πρότασης τους χρησιμοποιώντας ηπιότερη γλώσσα. Αντί του «οικογενειακού κύκλου» το κόμμα προτείνει οι ξένοι να χρησιμοποιούν τη γλώσσα του Γκαίτε «στην καθημερινότητά τους όλες τις ημέρες» και ότι δεν θέλει να τους «ενθαρρύνει» αλλά τους «καλεί» να το κάνουν. «Μια καλή γνώση των Γερμανικών αποτελεί τμήμα μια καλής ενσωμάτωσης» υπογράμμισε από την πλευρά της η καγκελάρια της Γερμανίας Άγκελα Μέρκελ, λίγο πριν το συνέδριο του κόμματός της στην Κολωνία (ανατολικά) όπως μετέδωσε το Γερμανικό Πρακτορείο. Όμως σημείωσε ότι «δεν είναι ωστόσο λάθος όταν τα παιδιά μεγαλώνουν μαθαίνοντας να μιλούν και να χρησιμοποιούν δύο γλώσσες».

«Συνολικά, το θεωρώ αυτό πλεονέκτημα» επέμεινε η ίδια.

Φυσικά, «ο καλός χειρισμός της γλώσσας αποτελεί ένα κλειδί για την ενσωμάτωση στη Γερμανία», κυρίως στο σχολικό και επαγγελματικό περιβάλλον, παρατήρησε ο εκπρόσωπος τύπου της κυβέρνησης, Στέφαν Ζάιμπερτ, κατά τη διάρκεια της τακτικής ενημέρωσης των δημοσιογράφων, ενώ αρνήθηκε να σχολιάσει «μία ατομική πρωτοβουλία».

Η υποχρέωση να μιλάει κανείς γερμανικά «στο σπίτι» δεν αποτελεί «μέρος» του προγράμματος του συνασπισμού, το οποίο έχει υπογραφεί από το κόμμα της Χριστιανοδημοκρατικής Ένωσης (CDU) της Άγκελα Μέρκελ, το κόμμα των Σοσιαλδημοκρατών του SPD και το κόμμα των Χριστιανοκοινωνιστών (CSU), προσέθεσε ο ίδιος.

Η πρόταση αυτή, που βλέπει το φως της δημοσιότητας την ώρα που βρίσκεται σε πλήρη εξέλιξη ένας δημόσιος διάλογος σχετικά με την ενσωμάτωση των μεταναστών, θα αποτελέσει το αντικείμενο μιας συζήτησης αργότερα σήμερα μεταξύ των ηγετικών στελεχών του CSU, ενόψει μίας συνεδρίασης του κόμματος που αναμένεται να πραγματοποιηθεί στο τέλος της εβδομάδας στη Νυρεμβέργη (νότια).

Σήμερα, πριν από τη συνάντηση, ο γενικός γραμματέας του χριστιανοκοινωνικού κόμματος της Βαυαρίας, Αντρέας Σόιερ επιχείρησε να εμφανιστεί πιο διαλλακτικός: σύμφωνα με τον ίδιο, η πρόταση αποτελεί μια «έκκληση» και όχι «μια υποχρέωση ή μία οδηγία» προς τους μετανάστες να μιλάνε γερμανικά στο σπίτι τους.

1ST LEAD Merkel distances herself from sister party's immigrant language rule

By Andrew McCathie, dpa

Europe

<http://en.europeonline-magazine.eu/> 08.12.2014

By our dpa-correspondent and Europe Online

Berlin (dpa) - Chancellor Angela Merkel has distanced herself from her political allies after they called for immigrants in Germany to be required to speak German, not just in public, but also at home.

The arch-conservative Christian Social Union (CSU), the Bavaria-based sister party of

Merkel's Christian Democrats (CDU), unveiled a motion for the language requirement to be considered at their party conference, which opened on Monday.

Speaking in Cologne ahead of a CDU meeting, Merkel said language was important in helping immigrants to integrate, adding that immigrants wanting to live in Germany should be motivated to use German as part of their daily life.

"However, it is also not a mistake when children for example grow up with two languages," the chancellor said.

Leading CSU members have since attempted to backtrack from the party's controversial proposal.

According to the CSU paper presented to the party conference, "people who want to remain [in Germany] permanently should be obliged to speak German in public and within the family."

CSU parliamentary leader Gerda Hasselfeldt later said the party would have to rework the motion.

"We have to think again a little bit about the formulation," Hasselfeldt said, but added that the basic idea contained in the motion was correct. "It cannot be disputed that language is the most important thing for integration."

Others in the party claimed the proposal enjoyed wide support.

"The draft motions to be presented to the conference have been well prepared and have wide backing," CSU General Secretary Andreas Scheuer said.

Political leaders from other parties, including Merkel's CDU, roundly attacked the CSU proposal. "Private remains private," a CDU leader, Thomas Strobl, told dpa.

Yasmin Fahimi, general secretary of the Social Democrats, the junior member of Merkel's ruling coalition, said the CSU's proposal "would be hilarious if it weren't so dangerous."

The Turkish Community in Germany (TGD) also balked at the proposal, describing the CSU motion as "absurd" and called on Merkel to "put an end to this nonsense."

A "binding legal obligation" would be unconstitutional, constitutional law professor Joachim Wieland told dpa.

CSU Vice President Peter Gauweiler rejected the sentiments set out in the paper.

"Everybody must be able to speak to each other at home as they like," he said.

Vorschlag zur Integration

Oberreuther: "CSU bedarf markiger Bemerkungen"

Quelle: ZDF, dpa 08.12.2014,

Nach dem massiven Aufruf zum Deutschsprechen hat die CSU ihre Forderung auf ein "Motivieren" abgeschwächt. "Eine nichtssagende Bemerkung", sagt der Passauer Politikwissenschaftler Heinrich Oberreuther dem ZDF. Die CSU brauche Aufmerksamkeit. "Immer vor Parteitag wird ein solcher Luftballon steigen gelassen."

"Der politische Raum sollte sich mit solchen Aussagen zurückhalten", kommentiert der Passauer Politikwissenschaftler Heinrich Oberreuther die Forderung der CSU, Zuwanderer sollten auch in der Familie deutsch sprechen. Die Differenz zwischen Sprache zu Hause und Sprache in der Schule sei ein ernsthaftes Problem, aber eines für Pädagogen - kein politisches, sagt er gegenüber dem ZDF.

Motivieren ist "nichtssagend"

Die CSU schwächte ihre umstrittene Forderung ab: "Wer dauerhaft hier leben will, soll motiviert werden, im täglichen Leben deutsch zu sprechen", heißt es nun in einem Leitantrag für den Parteitag Ende der Woche. "Das ist eine Klarstellung für alle, die den Satz missverstehen wollten", sagte Generalsekretär Andreas Scheuer nach einer CSU-Vorstandssitzung in München.

Zu der neuen Formulierung sagt Oberreuther: "Das ist eine nichtssagende Bemerkung". Wer sich integrieren wolle, müsse sich auf das Land einlassen. "Dazu brauche ich keinen politischen Leitantrag", so Oberreuther.

CSU richte mit Bemerkung Aufmerksamkeit auf sich

Der Grund für den Vorstoß? "Die CSU bedarf solcher markiger Bemerkungen, um Aufmerksamkeit auf sich zu richten. Immer im Vorfeld von Parteitag, vor Klausurtagen wird ein solcher Luftballon steigen gelassen." Zudem habe die CSU im "Kontext der Unionsfamilie" immer die konservativeren Bürger angesprochen - das habe "der Union insgesamt ganz gut getan". Auch die AfD als Konkurrenz habe dazu geführt, "hier mal wieder Flagge zu zeigen, und ein Stück zu deutlich".

Im ursprünglichen Entwurf der CSU sollten Zuwanderer noch "dazu angehalten werden, im öffentlichen Raum und in der Familie deutsch zu sprechen". Am Wochenende war die CSU deshalb mit einer Welle des Spotts konfrontiert. Die Teilnehmer der Vorstandssitzung berichteten von einer langen und kontroversen Diskussion über die Formulierung.

Merkel: Zweisprachigkeit ist Vorteil

Sogar Kanzlerin Angela Merkel (CDU) ließ durchblicken, dass sie wenig von dem CSU-Vorstoß hält. "Gute Deutschkenntnisse gehören zur Integration dazu", sagte sie vor Beginn des CDU-Parteitags in Köln. "Allerdings ist es auch kein Fehler, wenn Kinder zum Beispiel zweisprachig aufwachsen und dann eine Fremdsprache weniger lernen müssen. Ich halte das insgesamt für einen Vorteil."

CSU-Generalsekretär Scheuer betonte, die Grundausrichtung des Entwurfs bleibe unverändert. "Es gibt kein Zurückrudern oder Abweichen von unseren Grundsätzen." Von Pflicht, Gängelung oder Kontrolle sei von vornherein nie die Rede gewesen.

CSU-Innenexperte Mayer: "Das war ein Fehler"

Allerdings waren auch längst nicht alle CSU-Politiker von der ersten Formulierung begeistert.

Der CSU-Innenexperte im Bundestag, Stephan Mayer, begrüßte die entschärfte Formulierung. "Das war ein Fehler, das muss man offen einräumen", sagte er der Tageszeitung "taz". CSU-Vize Peter Gauweiler betonte vor der Sitzung: "Es muss jeder zu Hause sprechen können, wie er möchte." Der Vorsitzende der konservativen Fraktion im Europaparlament, Manfred Weber (CSU), sagte: "Wir wollen keine Sprachpolizei und niemanden im Wohnzimmer überwachen."

Heftige Kritik an der CSU-Forderung kam von der **Türkischen Gemeinde in Deutschland**: Der Vorschlag sei "absurd" und "menschenfeindlich" und fördere Aversionen gegen Migranten. Die CSU habe der Demokratie damit einen Bärendienst erwiesen. Auch der Koalitionspartner SPD reagierte irritiert. Vizekanzler Sigmar Gabriel sagte: "Ich bin sicher, dass wir dieses Maß an politischer Verwirrtheit in der SPD nie erreichen werden."

Der Staatsrechtsprofessor Joachim Wieland sagte, eine "verbindliche Rechtspflicht" für Migranten, in der Familie deutsch zu sprechen, wäre verfassungsrechtlich nicht zulässig. "Das wäre dann so, als wollte man den Menschen vorschreiben, welche Kleidung sie zu tragen haben", sagte Wieland, der in Speyer Staatsrecht lehrt.

Avrupa

Göçmenlere Zorunlu Almanca Önerisi

Koalisyon hükümetinin küçük ortağı CSU Almanya'da yaşayan göçmenlerin kamusal alan ve aile içinde Almanca konuşmalarını zorunlu kılan bir öneri hazırladı; muhalefet ve Cem Dalaman

<http://www.amerikaninsesi.com/> 07.12.2014 21:51

BERLİN—

Almanya'da koalisyon hükümetinin küçük ortağı Hıristiyan Sosyal Birlik Partisi CSU ülkede yaşayan göçmenlerin kamusal alanda ve özellikle evlerinde aile içinde Almanca konuşmasını zorunlu hale getirmeyi önerdi.

Parti'nin Nürnberg kentindeki gelecek hafta sonu yapılacak genel kurultayında gündemi belirlemesine kesin gözüyle bakılan önergede 'Toplumsal bir arada yaşam, herkesin aynı dili konuşmasıyla sağlanır. Bu nedenle her göçmenden Almanca dilini öğrenmesi beklenmelidir. Burada uzun vadeli olarak yaşamak isteyenler, kamuda ve evlerde Almanca konuşmalı.' deniliyor.

CSU Genel Sekreteri Andreas Scheuer konuyla ilgili açıklamasında, öneriye partililerin büyük destek verdiğini ve gelen tepkilere rağmen parti yönetiminin bu konuda geri adım atmayacağını belirtti.

CSU'nun kurultaya sunacağı başka bir önergede ise, Almanya'da yaşayan göçmenlerin 'Sosyal sisteme yük olduğu' savunuluyor ve Almanya'daki hukuk değerleri sistemine saygı göstermeyen göçmenler için 'buraya hoşgelmediler' ifadesi kullanılıyor.

Kamusal alanda ve evlerde Almanca konuşulması konusuna muhalefetten ve Türk lobisinin temsilcilerinden sert tepki geldi. Sosyal Demokrat Parti Genel Sekreteri Yasmin Fahimi, öneriyi 'saçma' diye nitelendirirken, Yeşiller Partisi'nin Türkiye kökenli Eş Başkanı Cem Özdemir de 'dil polisliğine' soyunulduğu eleştirisini getirip, 'Vatandaşların kendi evlerinde, dört duvar arasında hangi dilde konuşacağı kimseyi ilgilendirmez' çıkışını yaptı.

Angela Merkel'in lideri olduğu Hristiyan Demokrat Birliği CDU yetkililerinden de kardeş partileri CSU'nun önerisine eleştiri geldi. CDU'nun Genel Sekreteri Peter Bauer, 'Kendi

evimde Latince mi, Klinton ya da Hessen lehçesi mi konuşacağım, bu politikanın karar vereceği bir mesele değil' şeklinde bir açıklama yaptı.

Almanya Türk Toplum Eş Başkanı Safer Cinar, CSU'nun talebinin uygulamaya geçirilmesinin mümkün olmadığını, ancak bu tarz tartışmaların ülkedeki uyum politikasına zarar verdiğini ve yabancı düşmanlığını körüklediğini açıkladı.

Bu arada bundan kısa bir süre önce Berlin Empirik Uyum ve Göç Araştırmaları Enstitüsü'nün yaptığı yeni anketin sonuçlarına göre, Almanların yüzde 96,8 ile büyük çoğunluğu 'Alman olmanın' en önemli kriteri olarak Almanca konuşabilmeyi tanımlamıyor. Yüzde 78,9 ise Alman pasaportu sahibi olmayı Alman olmak için gerekli olan özellik olarak değerlendirirken, Alman olmak için Alman soyundan gelmenin gerekli olduğunu düşünenlerin oranı yüzde 37.